

LA CLASSE OUVRIÈRE EN FRANCE FACE À LA CRISE CAPITALISTE

BILAN ET PERSPECTIVES DE LA VAGUE DE LUTTES DE 2009-2010 ET LES TÂCHES DES MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Par Daniela Cobet

1. Antécédents de la vague actuelle de luttes ouvrières

1995 ouvre un nouveau cycle de luttes



Les travailleurs en France ont fait partis des premiers bataillons de la classe ouvrière mondiale à répondre à la "Restauration bourgeoise"¹ qu'a représenté le néo-libéralisme ; à la suite du reflux de la poussée ouvrière et populaire au niveau mondial qui a coïncidé à ses débuts avec les événements français de Mai 1968 et s'est refermée avec la défaite de la révolution polonaise en 1981.

La grève de 22 jours des travailleurs du public de novembre-décembre 1995 forçant Juppé à reculer a représenté par la suite un point d'inflexion dans la situation internationale, en ouvrant un nouveau cycle de la lutte de classe. Ce cycle s'est poursuivi en France au cours des années suivantes comme en témoignent les grandes mobilisations du printemps 2003 contre Raffarin s'étant terminées par une défaite, la révolte des banlieues en 2005, y compris en tenant compte de ses importantes limites politiques, et enfin, avant la victoire de Sarkozy aux présidentielles de 2007, avec les mobilisations anti-CPE qui ont fait partiellement reculer Chirac et Villepin. Ce nouveau cycle de luttes a produit au cours des journées de 1995, 2003 et 2006

des pics de mobilisations supérieurs parfois à ceux connus en 1968. Il se caractérise par une combinaison de grèves, de mobilisations et de manifestations, notamment dans le secteur public, et par la suite, dans une moindre mesure, par une intervention des travailleurs du privé, sans oublier les mouvements menés par les travailleurs au chômage. Au sein de ce cycle le secteur des transports a joué un rôle stratégique, avec à sa tête les cheminots qui ont été à la tête des mouvements en 1995 (ce qui avait d'ailleurs déjà été le cas en 1986), mais également en 2003 dans une moindre mesure. Les enseignants ont également joué un rôle décisif, en 1995 mais surtout au printemps 2003. En 2006 les étudiants ont pris le relais, accompagnés dans leurs manifestations par les travailleurs qui participaient massivement aux journées d'action.

A travers ce nouveau cycle de luttes (ininterrompu et se manifestant par d'autres formes sous le gouvernement Sarkozy comme nous le verrons par la suite), on note une persistance de la tradition de lutte de classes révolutionnaire française comme cela s'est exprimé de 1871 jusqu'aux années 1968. Mais bien que ce cycle ait réussi à freiner ou à atténuer les attaques du capital et l'impact de l'offensive néolibérale, à la différence de ce qui avait eu lieu en Grande-Bretagne ou plus récemment dans l'Allemagne rouge et verte de Schröder, ces luttes n'ont pas signifié une continuité réelle avec la phase de luttes et la poussées révolutionnaire antérieures allant de 1968 à 1981 au niveau international.

Les défaites subies par les travailleurs français à la fin des années 1970 et surtout dans les années 1980 et leurs conséquences à long terme tout comme les revers stratégiques subis par la classe ouvrière au niveau mondial au cours de cette période ont marqué une rupture centrale avec le cycle 1968-1981. Comme conséquence de cela, la situation de la classe ouvrière en France et au niveau mondial a été, et continue à être, marquée par une accumulation de défaites et une reconfiguration interne opérée par le capital qui l'a fragmenté, relocalisé et précarisé. A cela il faut ajouter les six décennies de venin stalinien et trente années de "Restauration bourgeoise" néolibérale.

[1] Un développement sur l'intérêt et les limites de cette analogie sera fait dans une élaboration future.

C'est ainsi que la classe s'est retrouvée réduite à l'état de semi-chair à canon du capital. C'est ce qui explique l'approfondissement de l'intégration de ce qui restait de ses institutions, comme les syndicats par exemple, à l'Etat bourgeois. C'est ce qui a en définitive fait reculer la conscience de larges couches de la classe ouvrière à des niveaux élémentaires au point où des secteurs entiers du prolétariat ne se reconnaissent même plus comme sujet socialement et politiquement différencié.

Ce revers de dimension historique a une portée politique, idéologique, organisationnelle mais également morale. Cela ne s'explique pas uniquement par les défaites subies à la suite de la liquidation souvent physique de l'avant-garde de classe (comme cela eut lieu à la suite des coups d'Etat de Videla ou Pinochet en Amérique latine ou dans une moindre mesure à la suite du putsch de Jaruzelski en Pologne) ou à travers la canalisation " démocratique " de la lutte de classe tant sous la houlette de gouvernements de centre-gauche (arrivée de Mitterrand au pouvoir en 1981) ou conservateurs (dans le cas de Thatcher en Grande-Bretagne)².

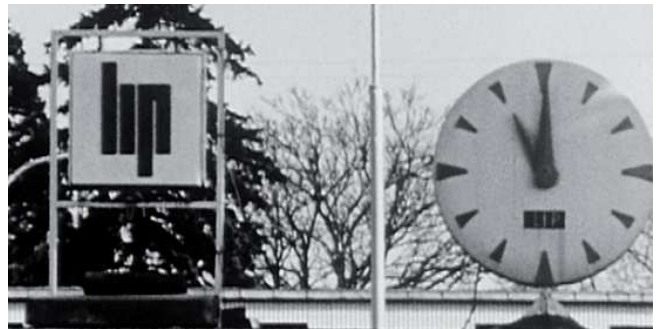
Cela s'explique essentiellement par le fait, plus déconcertant du point de vue de la subjectivité ouvrière, que les travailleurs ont vu au fil du temps leurs vieilles conquêtes, depuis les Etat ouvriers jusqu'à leurs syndicats, se retourner les unes après les autres contre eux, sans pouvoir les récupérer ou les défendre. Cela a conduit la classe à une perte de confiance dans ses propres forces et à croire qu'il était désormais impossible de lutter contre l'exploitation et pour un destin distinct de celui que nous impose la domination du capital. Il s'agit-là d'une question que le prolétariat en tant que classe subalterne a du mal à dépasser, dépassement qui sera lié bien que de manière non simultanée à la reconstruction du projet révolutionnaire par les forces qui se réclament du marxisme. C'est en ce sens donc que nous disons que la reprise de la conflictualité et de l'initiative ouvrière et populaire depuis 1995 ouvre un nouveau cycle, sans pour autant contrebalancer le terrible héritage que nous a légué la période précédente.

Années 2000 : reprise d'une conflictualité moléculaire dans les usines

Bien que ce nouveau cycle de la lutte de classes ait eu comme sujet central des secteurs du public, notamment les travailleurs des transports publics en 1995, les enseignants en 2003, une récupération plus

[2] La bourgeoisie a également su combiner les instruments " démocratiques " de canalisation de la poussée de classe avec des méthodes de " guerre civile de basse intensité " comme cela eut lieu en Italie au cours des " Années de plomb ", entre 1969 et 1980.

profonde a commencé à s'opérer, souvent sous des formes élémentaires et peu visibles, dans l'ensemble du prolétariat en France, y compris industriel, dans la transition entre la deuxième moitié des années 1990 et les années 2000. Contrairement à ce que pense le sens commun ; selon lequel on assisterait à une chute continue de la conflictualité ouvrière depuis les années 1970 jusqu'à l'éclosion de la crise économique mondiale en 2008, en s'appuyant sur la seule donnée des journées individuelles de grève (effectivement en baisse tout au long de cette période), une analyse plus profonde montre que le nouveau cycle ouvert en 1995 a fait son chemin dans les plus divers secteurs de travailleurs.



C'est ce que montrent notamment les études menées par une série de chercheurs consacrés à cette question dans un ouvrage publié en 2008³. Selon ce travail, les données de deux enquêtes comparatives qui tiennent compte de l'ensemble des formes de conflictualité dans le monde du travail montrent clairement que, à l'exception de la grève de plus de deux jours (souvent prise en compte comme seul indicateur), dans la période qui sépare l'enquête réalisée entre 1996 et 1998 et celle de 2002-2004, toutes les autres formes de conflit, individuelles mais aussi collectives, ont nettement augmenté.

Ainsi, l'absentéisme, le refus d'heures supplémentaires, le recours aux prudhommales, mais aussi les débrayages, pétitions, manifestations, grèves perlées, grèves du zèle, témoignent d'une conflictualité en progression dans l'ensemble du prolétariat, qui, même si elle ne prend pas la forme de grandes et puissantes grèves avec occupations, représente une récupération moléculaire qui préparait peut-être la vague de luttes dures que nous vivons actuellement.

Et c'est notamment dans le secteur industriel (et seulement en deuxième lieu dans les transports) que cette récupération est la plus accentuée. Ainsi, le nombre d'établissements conflictuels dans l'industrie monte de 28,6% pour la première période à 41,7% pour la deuxième. Toutes les formes de conflits collectifs

[3] Sophie Bérout *et alli.* *La lutte continue?* Bellecombe-en-Bauges, éditions du croquant, 2008

(débrayages, grèves, manifestations, pétitions) augmentent pendant cette période dans le secteur industriel, y compris les grèves de plus de 2 jours, même si dans une moindre échelle si l'on compare avec les autres notamment celles qui n'impliquent pas ou peu d'arrêt de travail.

Ce que démontrent ces études – dont nous conseillons la lecture et que pour des questions d'espace nous ne pouvons pas développer d'avantage dans cet article – c'est premièrement que le cycle de la lutte de classe ouvert par les grèves de 1995 concerne aussi le prolétariat industriel et deuxièmement que le saut qualitatif dans les luttes du prolétariat industriel ne vient pas du néant, mais, bien au contraire, s'est préparé au cours de toutes ces années.



2. La vague de luttes de 2009-2010 : début d'une poussée ouvrière ?

Premières réponses à la crise capitaliste

La réponse du salariat en général et de la classe ouvrière industrielle en particulier à la crise capitaliste n'a pas été jusqu'à présent à la hauteur de la dimension historique de la crise systémique à laquelle nous faisons face. Néanmoins, la "rupture" à la Thatcher promise par Sarkozy en 2007 n'a pas qualitativement été menée à bien. C'est ce qui explique d'ailleurs la déception de l'électorat conservateur qui s'est manifesté au cours des dernières élections régionales ainsi que les inquiétudes de la bourgeoisie française face à la perte de compétitivité de la France par rapport à ses partenaires européens, à commencer par l'Allemagne. La raison de cela réside dans la peur de susciter et de voir se déployer un vaste mouvement social aussi puissant que les pics les plus élevés de conflictualité qui s'étaient manifestés au cours du cycle 1968-1981.

Comme l'explique Perry Anderson dans son dernier ouvrage, *The New Old World*, "il existe des raisons plus structurelles qui font que les larges pouvoirs de Sarkozy n'ont pas débouché sur une transformation comparable du panorama social (...). En termes

sociaux l'adoption de mesures plus drastiques court le risque de générer des réactions explosives. Bien que plus limitées que les grèves de 1995, les mouvements de 2006-2007 n'ont pas moins été un sérieux coup de semonce (...). Là où d'un point de vue sociologique l'opposition manque de masse critique, les attaques contre elles peuvent se révéler très dures comme cela a été le cas contre l'université et les chercheurs. Là où la résistance pourrait devenir contagieuse –avec les mobilisations nationales sur les salaires par exemple- le gouvernement choisit de temporiser. Personne n'a oublié la nervosité des gouvernements au cours des dernières années. En plein milieu des émeutes grecques de fin 2008, Sarkozy aurait dit à un des députés de sa majorité, 'les Français adorent quand je suis avec Carla dans le carrosse, mais en même temps ils ont guillotiné le roi. C'est un pays républicain. Au nom d'une mesure symbolique, ils peuvent renverser le pays, regardez ce qui se passe en Grèce'⁴."

Dans ce cadre l'aspect le plus novateur du cycle de luttes sous le sarkozysme a tenu au fait que depuis 2009 on a assisté en France à une vague de grèves ouvrières dures. Le retour sur le devant de la scène du prolétariat industriel est un élément extrêmement important et symptomatique dans la mesure où ce secteur, qui a été à l'avant-garde de la grève de mai-juin 1968 et du début du cycle français post-1968, est celui sur lequel pèse le plus le poids des revers stratégiques qu'a connus la classe à partir des années 1980. Il s'agit du secteur social qui a le plus perdu non seulement en termes de conquêtes matérielles mais également de position au sein d'une société capitaliste avancée telle que la nôtre. Les luttes dures, avec débrayages sauvages et grèves, séquestrations et/ou menaces d'attenter contre l'intégrité des sites de production, ont remis au centre des combats des méthodes jusque-là oubliées du salariat. En ce sens la lutte des Cellatex en juillet 2000⁵ ne faisait que préfigurer ce que nous avons connu à plus grande échelle au cours des derniers mois.

Au-delà de ce que montre la presse et des quelques conflits très médiatisés, cette vague de luttes a été très étendue, touchant des nombreux secteurs de travailleurs. Comme le dit Samuel Holder dans un

[4] Perry Anderson. *The New Old World*, Verso, London/New York, 2009, p. 196-7. Anderson dit également quelques pages plus loin (p.213) que "La France est le seul pays d'Europe où les lycéens et les étudiants se sont mobilisés massivement au cours des dernières années contre l'ensemble des gouvernements en place, créant ainsi une sous-culture libertaire et profondément solidaire qui pourrait marquer toute une génération".

[5] Le 5 juillet 2000, lorsque les salariés de Cellatex apprennent la liquidation de l'entreprise, ils occupent le site qui et menacent de jeter le stock de 46 tonnes de sulfure de carbone, 56 000 litres d'acide sulfurique et 90 tonnes de soude forte dans la Meuse.

article récent, « depuis le début de l'année [2009] et surtout depuis mars il y a eu incontestablement une vague de grèves constamment morcelée mais qui se renouvelle sans fin avec de nouvelles forces. Les médias nationaux constituent un miroir déformant en mettant de côté les conflits nombreux n'ayant pas un caractère spectaculaire. Des grèves ont affecté toutes sortes de secteurs, notamment EDF et GDF-Suez à partir d'avril, des usines du textile, de l'électronique et de la chimie, des laboratoires pharmaceutiques, des imprimeries, des centres d'appel et une série d'usines de sous-traitances de l'automobile. Les caméras et les micros des chaînes télévisées ont été plus volontiers focalisés sur les endroits où les grévistes séquestraient des membres de la direction, menaçaient de faire sauter leur usine ou s'en prenaient au mobilier et aux dossiers d'une sous-préfecture. Il faudrait pour avoir une vue d'ensemble plus juste pouvoir disposer de tous les articles de la presse régionale, des reportages des équipes locales de FR3 et bien sûr du matériel des équipes syndicales et des comités de grève ou de lutte impliqués. Pour autant les grèves qui ont été sous les feux de la rampe médiatique, comme celles chez Continental, New Fabris, Molex, Freescale, Caterpillar ou Goodyear, ont révélé une réactivité et un esprit d'initiative dans l'action inédits depuis des années dans les entreprises privées ou récemment privatisées. »⁶

Malgré cette extension et la radicalité des méthodes, les luttes auxquelles nous avons assisté sont néanmoins restées isolées et parcellisées. Cela ne s'explique pas fondamentalement, comme nous le verrons et à la différence de ce que disent certains à l'extrême gauche, en raison des méthodes employées, mais par l'horizon stratégique de ces mêmes luttes et par le rôle néfaste des directions syndicales nationales. Ces actions étaient néanmoins symptomatiques d'une réactivité, d'une conflictualité et d'une combativité ouvrière dans les entreprises françaises qu'on ne voyait plus depuis de très longues années, notamment dans le secteur privé. Parfois, de manière à dépasser ou à contourner les entraves directes ou indirectes placées par la bureaucratie syndicale pour éviter l'extension de ces mouvements, les entreprises ont tenté de se coordonner au niveau local, régional ou national. Cette vague de luttes est porteuse d'espoir dans la mesure où, à l'encontre du discours réactionnaire qui a dominé les années 1980 et une partie des années 1990 qui consistait à dire que la classe ouvrière n'existait plus, qu'il fallait lui faire ses adieux et qu'elle n'avait plus aucune capacité de lutte, le salariat industriel a démontré qu'il existait bel et bien, qu'il était toujours là et que l'étape ouverte par la crise historique du capitalisme tendait à le pousser à l'action.

[6] Samuel Holder, « Une myriade de luttes isolées sur fond d'inquiétudes et de colères sourdes », *Carré Rouge*, novembre 2009



« L'effet Guadeloupe »

Comme souvent dans l'histoire, le signal d'alarme est venu de la périphérie, dans ce cas de celle de l'ancien Empire français. La grève générale aux traits insurrectionnels en Guadeloupe, démarrée au mois de janvier 2009 et qui a duré plus de six semaines, s'étant étendue à l'ensemble des Antilles françaises, a marqué les esprits.

Le processus a pris un tournant impressionnant aux Antilles, et surtout en Guadeloupe où il a été plus profond, notamment à travers une mobilisation massive et généralisée du prolétariat pendant des nombreuses semaines qui a paralysé l'île, et qui est même arrivé à se poser ponctuellement les problèmes du contrôle de la production et surtout de la distribution, ainsi que celui de l'auto-défense des masses. Malheureusement, faute d'une direction révolutionnaire qui puisse proposer aux travailleurs des objectifs plus avancés, le LKP, dont un membre du courant lié à LO en Guadeloupe était le deuxième dirigeant, a limité la lutte à des revendications essentiellement économiques (augmentation générale de salaires à l' hauteur de 200 euros et contrôle des prix), sans porter atteinte au pouvoir de la bourgeoisie béké et à la domination de l'impérialisme français. N'empêche qu'il a signalé la tendance la plus avancée de la lutte de classe internationale, reprise aujourd'hui par les mobilisations contre les attaques du plan d'austérité mis en place en Grèce par le gouvernement du PASOK, le FMI et l'UE.

Cependant, en France, malgré l'existence de mobilisations où le mécontentement à l'égard du gouvernement Sarkozy et des premiers effets de la crise économique ont pris la forme de journées de manifestation, dans lesquelles il n'était pas rare d'entendre ou de lire le mot d'ordre de la grève générale où d'un plus timide « faisons comme aux Antilles », les directions syndicales ont réussi à épuiser l'énergie des plusieurs millions de travailleurs et de jeunes qui se sont mobilisés entre janvier et mai 2009 par la vieille méthode des journées d'actions

sans continuités et séparées de plus d'un mois. Mais les raisons objectives du mécontentement étaient bien plus profondes, notamment dans le prolétariat industriel qui commençait à affronter une importante vague de licenciements et fermetures d'usines. C'est ainsi que l'épuisement des grandes manifestations donneront lieu à une longue série de conflits d'usine contre les fermetures et les licenciements massifs partout dans le pays.

Cette vague se poursuit depuis plus d'un an, avec des hétérogénéités, des périodes et des revendications variables mais de façon ininterrompue. C'est pourquoi un premier bilan nous semble nécessaire, aussi bien pour comprendre ce qui s'est passé et se passe, que pour esquisser des perspectives de développement qui guident l'intervention des révolutionnaires.



Les patrons séquestrés

Le 12 mars 2009, les ouvriers de l'usine Sony à Pontoux-sur-l'Adour séquestrent le PDG du groupe, Serge Foucher pendant une nuit. Sony venait d'annoncer la fermeture définitive du site pour quelques semaines plus tard. La direction proposait aux 311 salariés un plan de départ encore moins favorable que ce qui s'était pratiqué jusque là. Or, les ouvriers ont vite compris qu'avec la crise capitaliste ils auraient beaucoup plus de mal à se retrouver du travail. C'est dans ce contexte qu'ils ont décidé de séquestrer le PDG pour arracher aux patrons des meilleures conditions de départ. En effet, Sony a concédé 45 000 euros de primes extralégales et l'usine est fermée laissant tout de même une énorme amertume chez les ouvriers, qui ont organisé l'enterrement de leur « boîte », avec un cortège funèbre sous un drapeau qui disait « Sony nous a tués : 311 victimes directes ». Même les commerçants de la ville, solidaires des salariés, ont été d'accord pour fermer leurs établissements pendant quelques heures pour les « funérailles » de l'usine.

Cela n'aurait pas eu autant d'importance sans ce qui est venu après. Au bout du compte, de temps en temps des travailleurs en France font usage de cette « méthode »⁷, héritée des vieilles pages du mouvement

[7] Comme témoigne l'article d'Antonin Sabot publié au *Monde* le 26 mars 2009 (http://www.lemonde.fr/economie/article/2009/03/26/les-sequestrations-de-patrons-n-ont-rien-de-nouveau_1173092_3234.html)

ouvrier, d'abord en 1936 mais surtout pendant les années 1970, qui effraye d'autant les correspondants de la presse étrangère. Cependant, face à une situation objective nouvelle, où les usines ferment par dizaines, l'exemple de Sony fait tâche de huile: fin mars c'est le directeur industriel du groupe américain 3M qui se trouve séquestré pendant plus de 24 heures par les travailleurs du site de Pithiviers, dans le Loiret, suite à l'annonce de suppression de 110 emplois sur 230 et du transfert forcé de 40 salariés à un sous-traitant.

Ensuite il y a eu Caterpillar, Molex, PPR, FM Logistic, Scapa, Faurecia, le jet d'œufs sur le patron et le saccage de la préfecture de Compiègne par les ouvriers de Continental où le patronat et le gouvernement se sont rendus compte qu'il ne s'agissait pas de cas isolées, mais bien d'un retour de méthode radicales hérités des moments de poussée ouvrière pour faire face à la vague de licenciements entraînée par la crise.

Un retour aux années 1970 ?

Cependant, la différence entre les séquestrations de patrons et dirigeants de 2009-2001 et celles des années 1970⁸ – représentées avec génie dans le film *Tout va bien* de Jean-Luc Godard – sont pourtant importantes. Pendant ces années nous sommes en encore dans ce que l'historien Xavier Vigna a choisi d'appeler « les années 68 » ou l'époque de « l'insubordination ouvrière »⁹, c'est à dire la grande poussée ouvrière qui s'est développée entre les années 60 et 70 et qui a donné origine à des conflits très avancés comme celui de l'usine LIP, occupée et mise en route sous gestion ouvrière en 1973. Ces séquestrations impliquaient souvent des certaines formes de violence ou de « vengeance », qui traduisent la radicalité de l'opposition entre ouvriers et patrons pendant cette période. Ainsi, « chez Sud Aviation à Bouguenais en mai 1968, le directeur en peut dormir pendant deux nuits et un jour, car les grévistes diffusent en permanence l'Internationale. De même à la CIP à Haisnes-le-Basset en mai 1975, les ouvriers séquestrent le directeur financier pendant 72 heures, le nourrissent de sandwiches et l'interdisent de se raser. Une ouvrière commente en ces termes cette interdiction: 'quand on a vu que ça lui faisait mal, on lui a dit non''¹⁰

[8] En passant par Flixecourt dans la Somme en 1971, l'épisode Robert Nogrette à Renault Billancourt en 1972, Griffet à Marseille en 1976, on est arrivé à la deuxième moitié de la décennie à une moyenne de dix patrons ou cadres dirigeants séquestrés par mois. Voir à ce sujet les vidéos mis en ligne par le site internet Bakchich sur http://desourcesure.com/medialand/2009/04/sequestration_de_patrons_aujour.php

[9] Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, Rennes, PUR, 2007

[10] Idem, p. 106

Au contraire, dans la plupart des séquestrations de 2009-2010, tout se passe dans un climat plutôt « bon enfant », puisque pour l'essentiel, les ouvriers comptent attirer l'attention des médias, pour améliorer leur rapport de forces face à des entreprises soucieuses de leur image publique et ainsi arracher des montants plus élevés pour leurs indemnités de départ. Cependant, dans quelques cas, l'exaspération et la haine des ouvriers a aussi amené à des formes de violence. Ce c'est que raconte Yvan Lesniak, ex PDG du groupe Quebecor France, un « champion » des séquestrations : « *De mes sept séquestrations, la plus agressive, la plus humiliante, s'est déroulée à Lille. On m'a jeté des tomates pourries à la figure, des œufs, on m'a craché dessus, on m'a empêché de dormir (...) C'était très violent, j'ai demandé à aller aux toilettes, j'ai été insulté, je suis passé au centre d'une haie de haine, de gens agressifs. Ils avaient cassé les murs à coups de barre à mine, brûlé la moquette en faisant des merguez dans l'usine et avaient mis de l'eau dans les photocopieurs.* »¹¹

C'est à dire que la même méthode qui était utilisée dans un contexte de poussée ouvrière, de centaines d'occupations d'usine, de conflits politiques, est reprise aujourd'hui dans le cadre d'une subjectivité marqué par les traits d'une crise profonde, de conflits défensifs et parfois désespérés le plus souvent autour des indemnités de départ et non pas d'empêcher les licenciements. Ainsi, selon le livre de deux journalistes du Figaro publié au début 2010, les séquestrations des années 70 n'ont « (...) rien à voir avec l'atmosphère de 2009 où les salariés qui se sont radicalisés ne veulent pas changer le monde, mais plutôt augmenter leurs indemnités de départ dans un plan social. Finalement seule la méthode est restée la même »¹². Cependant, et c'est ce que ne voient pas les deux journalistes, le recours plus ou moins généralisé à cette méthode extrême témoigne d'un « passage à l'action » qui est le réflexe de l'ouverture d'un nouveau cycle dans le prolétariat industriel, lié à la crise capitaliste, différent de celui de l'accumulation moléculaire de la période précédente. Nouveau cycle qui, par l'accumulation d'expériences et surtout par l'intervention des révolutionnaires, pourrait se développer vers une radicalisation plus profonde qui surmonte la contradiction actuelle entre méthodes et objectifs.

D'autre part, l'extension de ce type d'action à des différents moments de l'histoire n'est pas nouvelle. Xavier Vigna, à propos des séquestrations des années 1960 et 1970 explique que « ces formes de violence ne sont pas neuves et nous font émettre l'hypothèse d'un répertoire d'actions violentes quasi souterrain,

qui chemine par-delà une pacification générale des relations sociales, et qui se manifeste par des 'surgeons'. Ou, pour le dire autrement, l'institutionnalisation et la diffusion de la pratique gréviste n'empêchent pas que demeurent, chez les ouvriers, des pratiques conflictuelles plus vives, plus aiguës, dont l'expression est facilitée par une mémoire des grandes grèves antérieures, notamment celles de 1947-1948 et qui se manifeste pendant les années 68.»¹³ Sérions-nous en train de vivre le même phénomène, de façon différée, comme une mémoire souterraine de la poussée des années 60 et 70 qui peut être est en train d'annoncer une nouvelle poussée ouvrière qui aille au-delà des profondes limitations subjectives actuelles décrites ci-dessus?



Le retour de la « grève par procuration » (éléments d'hégémonie ouvrière)

Cependant, si ces conflits radicalisés étaient des faits plus ou moins isolés dans le panorama de la situation politique en France ce serait une chose. Ce qui a aggravé les choses pour le patronat et le gouvernement a été le soutien massif que ces actions ont reçu de la part de l'ensemble de la population. Au printemps 2009, en pleine vague de conflits durs avec séquestration des patrons ou dirigeants, l'IFOP publie une enquête qui dit que 63% des interrogés disent comprendre les séquestrations de patron, 30% disent les approuver franchement et seulement 7% les condamnent.

Ces résultats surprenants montrent une solidarisation très forte de l'ensemble de la population à l'égard des luttes de la classe ouvrière? Ils se situent dans un climat idéologique général critique à l'égard du système capitaliste dans le cadre de la crise mondiale, entretenu par le scandale des « parachutes dorés », « retraites chapeau » et stock-options multimillionnaires pour les dirigeants d'entreprises, même lorsque celles-ci ont obtenu des mauvais résultats; par les fleuves d'agent de l'état versé dans le compte des banques et des géants du capitalisme français tels que Renault et Peugeot-Citroën. Dans ce contexte et lorsque les entreprises licencient massivement ses travailleurs, il devient normal en France de parler de « patrons voyous » et de se solidariser des actions radicales des ouvriers.

[11] Christine Ducros et Jean-Yves Guérin. *Le management de la colère*. Paris, Max Milo, 2009, p.77

[12] Idem, p. 175

[13] Xavier Vigna, op. cit., p. 107

Ce soutien passif très étendu amène certains à parler d'un retour de la « grève par procuration », terme utilisé lors des grandes mobilisations de 1995, quand ceux qui étaient en grève étaient essentiellement les travailleurs du public, mais ils comptaient sur le soutien massif des travailleurs du privé et de l'ensemble des secteurs populaires, ce qui a empêché le gouvernement d'isoler la grève.

Mais par-delà de ce soutien général passif, sur certains conflits, on a vu des phénomènes de solidarité beaucoup plus actifs. Dans le cas de l'usine Molex, à Villemur-sur-Tarn, où, sous la menace de fermeture par le groupe américain, les 283 travailleurs de ce site de production de pièces de connectique avec une technologie de pointe pour le secteur automobile se sont battus pendant près d'un an; le soutien de la population de ce petit village à un peu plus d'une heure de Toulouse a été remarquable. Le curé du village, Philippe Bachet sera à la première ligne de ce soutien: « Depuis le premier jour, j'ai été avec les Molex. Leur combat était magnifique et légitime, juste et exemplaire. Ils ne demandaient pas d'argent, ils voulaient tout faire pour sauver leur emploi car ils savaient que dans cette terre rurale assez retirée, ils n'allaient pas retrouver du travail (...) Pendant 10 mois, ils ont refusé d'abdiquer. Même mon évêque m'encourage à être de leur côté! »¹⁴ De fait, le père Bachet a organisé le comité de soutien à la lutte des travailleurs de Molex. Dans sa paroisse, un concert d'orgue a été consacré au fond de grève et on pouvait trouver, au fond de l'église, une grosse pile de tracts avec l'intitulé « Nous sommes tous des Molex ».



Ce type d'exemple, certes anecdotique, illustre la capacité de la classe ouvrière en lutte à attirer la solidarité de l'ensemble des couches populaires lorsqu'elle est capable de montrer la justesse de son combat et une grande détermination. Cela constitue, en fait, une démonstration minuscule de son potentiel hégémonique, c'est à dire, d'organiser autour d'elle tous les exploités et opprimés, dans un combat commun contre le patronat. Il laisse en fin une belle leçon à tous ceux qui ont crié que la diminution du poids relatif du prolétariat industriel dans les pays impérialistes (alors

qu'il grandit dans l'ensemble du globe) pendant les dernières décennies aurait impliqué une dislocation du sujet révolutionnaire à d'autres segments sociaux.

Le patronat et le gouvernement tiennent compte du rapport de forces

De son côté, le patronat et le gouvernement ont rapidement réagi face à cette vague de conflits durs. Le 17 avril 2009 le cabinet de gestion de crise Vae Solis annonce l'organisation de stages anti-séquestration pour les patrons et cadres dirigeants des entreprises affrontant un plan social. Comptant sur l'expérience d'un des meilleurs experts du GIGN (Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale), ce cabinet organise des formations à 600 euros qui attire pas moins d'une cinquantaine de DRH de différentes grandes entreprises et une dizaine de dirigeants et patrons pour son premier entraînement dans les Yvelines.

Le gouvernement à son tour met en place une cellule de crise, au Palais de Bercy, dans laquelle trois personnes travaillent pratiquement 24 heures sur 24 sous les ordres de Raymond Soubie, le conseiller de Sarkozy pour les conflits sociaux. Selon l'ouvrage de Ducros et Guérin, "chaque début de semaine, Raymond Soubie reçoit et épluche scrupuleusement un épais document, sorte d'état de lieux de tous les conflits de l'Hexagone. Une histoire en temps réel de l'impact de la crise dans les moindres communes de l'Hexagone. Une encyclopédie exhaustive de la France qui va de travers, de ses maux et des actions engagés pour la guérir."¹⁵

L'inquiétude du gouvernement et du patronat par rapport à cette radicalisation des conflits ouvriers est très claire quand on regarde comment ils se sont positionnés face aux séquestrations. Après une première déclaration ferme de Sarkozy, disant que « on est dans un Etat de droit. Je ne laisserai pas faire les choses comme ça », le fait est que presque aucune poursuite n'a été menée contre les travailleurs ayant séquestré leurs patrons. Alors que l'article 224-1 du Code pénal stipule que "le fait, sans ordre des autorités constituées et hors les cas prévus par la loi, d'arrêter, d'enlever, de détenir ou de séquestrer une personne est puni de 20 ans de réclusion criminelle". Cette peine est réduite à 5 ans si la victime est libérée avant le septième jour et sans atteinte physique.

Cependant, le plus souvent les patrons et dirigeants séquestrés n'ont pas voulu porter plainte contre les travailleurs qui les avaient séquestrés pour "ne

[14] Christine Ducros et Jean-Yves Guérin, op. cit., p. 42

[15] Idem, p. 107

pas jeter de l'huile sur le feu". Le gouvernement de son côté s'est désengagé en disant que c'était aux victimes de porter plainte. La justice, qui en fait n'avait en rien besoin que ce soit porte plainte puisque les faits étaient plus qu'avérés, ils étaient parfois visionnés en chaine nationale, n'a pas voulu non plus assumer la responsabilité d'une répression judiciaire aux ouvriers: "C'est compliqué - explique Christophe Régnard, président de l'union du Syndicat de la magistrature - nous sommes aux confins du positionnement du parquet et de sa hiérarchie. Dans ce genre de situation, le parquet devrait poursuivre les responsables mais les procureurs ne peuvent pas non plus prendre la responsabilité d'aggraver les tensions¹⁶" Il est clair que, face à une vague de luttes dures non vue depuis des nombreuses années et qui comptait avec la sympathie plus ou moins affichée de plus de 90% de la population, personne ne voulait assumer le risque d'une radicalisation encore plus importante dans le cas où ces ouvriers, vus comme des victimes d'un système cruel, en plus de perdre leur emploi, finissaient derrière les barreaux.

Dans ce sens, le cas du saccage de la sous-préfecture de Compiègne complique un peu les choses, car cette fois-ci c'est une structure de l'Etat qui est directement atteinte. Le gouvernement ouvre un procès, qui vise à faire payer cher 6 ouvriers de Continental, en les rendant responsables de l'action commise par au moins une centaine, comme forme de montrer que l'Etat "ne se laissait pas faire" et, en choisissant un bouc émissaire, d'envoyer un message à tous les travailleurs en lutte. Cependant, au cours du procès le gouvernement et la justice ont du reculer, d'abord sur la condamnation à prison avec sursis et ensuite sur la valeur à payer pour les dégâts commis par les ouvriers. Aujourd'hui, même si le procès n'est pas encore fini, tout laisse penser que, avec ce « rapport de forces » général et de la puissante mobilisation qui s'est mis en place en leur solidarité, les 7 condamnés devront payer une somme purement symbolique.

Tout cela montre que la vague de luttes 2009-2010, bien qu'elle n'arrive pas dans la plupart des cas à empêcher les licenciements, a imposé un certain rapport de forces, dont la bourgeoisie et le gouvernement ont dû tenir compte pour en pas risquer de généraliser la colère contre les patrons et pour que celle-ci se transfère le minimum possible vers le gouvernement, ce qui dans une situation de popularité du Président variable mais plutôt en érosion (comme on a vu dans le résultat des élections régionales) pourrait avoir pour conséquence l'ouverture d'une crise politique qui mette en danger le gouvernement. C'est d'ailleurs à ce moment là que d'autres représentants de la bourgeoisie tels que le premier ministre Dominique de Villepin évoquait un "risque révolutionnaire" en France. Le diagnostic

était certes exagéré sur le court terme, mais témoigne quand même d'à quel point des secteurs de la classe dominante étaient inquiets.



Le rôle néfaste des directions syndicales

Dans ce contexte de nombreux conflits durs et après avoir gaspillé l'énergie des travailleurs dans des journées de manifestation sans suite au début 2009, les directions syndicales ont encore joué un rôle néfaste. En plus de ne faire absolument rien pour coordonner au niveau national des luttes qui souvent étaient menées par des équipes CGT de base, Bernard Thibault ignorait tout simplement la plupart de ces luttes, quelques unes aussi importantes et emblématiques que celle des travailleurs de Continental. C'est ainsi qu'une énorme méfiance, voir hostilité grandit chez les syndicalistes de base. L'expression la plus aiguë de ce phénomène a été la déclaration de Xavier Mathieu, délégué CGT des travailleurs de Continental à l'issue des négociations qui ont abouties à des indemnités relativement élevées où il disait : « *La CGT, on les a pas vus. Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille (...)* Cela fait quatre mois que je ronge mon frein, que je dis rien parce que je suis obligé, par rapport (...) aux ouvriers, aux collègues. Thibault, on ne l'a jamais vu, on n'a jamais eu un appel. Trouve moi une interview (...) où il cite le mot 'Continental': Jamais! »¹⁷.

Plus tard, lors du procès contre sept ouvriers pour le saccage de la préfecture de Compiègne il insistera là-dessus : « *je ne reproche pas à Bernard Thibault de ne pas venir devant les usines. Ce que je reproche à la direction, c'est qu'elle a refusé de nous soutenir quand nous étions convoqués au tribunal (pour les destructions dans la préfecture de l'Oise). Quand on a demandé de l'aide, il n'y a que des partis politiques de gauche qui sont venus et aucune confédération syndicale. Alors que dans les sept convoqués, il y avait trois élus CGT, deux syndiqués et deux sympathisants. (...) La CGT a laissé ses propres délégués dans la merde.*

[16] Idem, p. 67

[17] « Selon un délégué CGT de Clairoux, Bernard Thibault est une 'racaille' », Nouvel Obs.com, 17 août 2009

*C'est honteux.*¹⁸

La pseudo-intervention de Bernard Thibault « en faveur » des ouvriers de Molex (qui d'ailleurs n'a pas fait plus que couvrir, derrière un discours de « sauvetage » du site par un repreneur, la politique de licencier l'énorme majorité des ouvriers et de ne reprendre ensuite qu'une vingtaine) quelque temps plus tard ne suffira pas à changer cette image de quelqu'un qui a lâché les ouvriers et ses propres délégués syndicaux. Le ton général des conflits les plus radicalisés sera de méfiance à l'égard des directions syndicales nationales et que les travailleurs d'une entreprise qui ferme ne peuvent compter que sur eux mêmes ; sur leurs actions spectaculaires, capables d'attirer l'attention des médias et d'obliger les patrons à négocier.

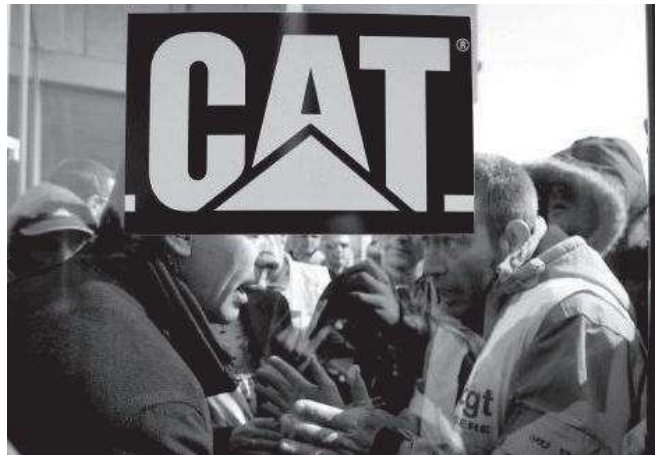
Éléments de rupture entre base et direction

Mais cette rupture ne s'opère pas qu'entre les délégués syndicaux locaux et leurs directions nationales, elle se fait aussi au sein même des entreprises, entre une base radicalisée et des délégués plus conciliateurs. Le cas le plus emblématique de cette tension a été celui de Caterpillar.

Le site grenoblois du groupe américain d'engins de chantier était un modèle, reconnu comme un des plus productifs du groupe, qui en compte 174 dans le monde. Mais au printemps 2009, ce sont plutôt l'impasse des négociations de son plan social, les actions radicales des ouvriers et les conflits entre ceux-ci et les dirigeants syndicaux qui ont fait la célébrité de l'usine.

Les travailleurs qui s'étaient toujours battus comme des forcenés pour assurer les hauts niveaux de production du site et qui en arrivaient à dire avec fierté qu'ils avaient le sang jaune (couleur de la marque Caterpillar) ont très mal reçu l'annonce, au mois de janvier, d'un plan social catastrophique qui visait le licenciement de plus de 5 000 salariés, dont 733 à Grenoble. De plus, cette annonce est tombée après des années où le site tournait à plein régime, avec une croissance qui n'avait jamais été aussi forte, ce qui avait conduit à l'embauche d'environ 500 intérimaires.

C'est dans ce cadre que le conflit voit le jour. Fin février, les ouvriers mettent en place un comité de grève, qui décide fin mars de séquestrer quatre cadres et le patron de l'entreprise. Les délégués syndicaux n'étaient même pas sur le site à ce moment là. Robert Gamez, le secrétaire FO du comité d'entreprise a dit à ce sujet: « *La séquestration, l'occupation d'usine, cela*



ne fait pas partie de mon éthique personnelle (...) Je comprends que certains salariés puissent en arriver à des telles extrémités. Mais à titre personnel, je n'aurais jamais initié une telle action. De toute façon, pendant tout le conflit, c'est la base qui nous gérait, qui décidait.»¹⁹ Selon le spécialiste des conflits sociaux Jean Claude Ducatte, le cas de Caterpillar ne serait pas une exception: « Dans 9 conflits sur 10, les syndicats courent derrière les salariés »²⁰, dit-il.

Mais dans ce cadre de contrôle de la base, lorsque les syndicats négocient sur leur dos cela fait monter la tension. Mi-avril, l'intersyndicale de Caterpillar accepte un accord avec les patrons pour réduire les licenciements de 733 à 600 personnes en échange d'une réorganisation des horaires de travail des ouvriers, qui devraient travailler davantage la nuit pour augmenter encore la productivité du site. Environ 200 salariés des sites de Grenoble et d'Échirolles, en colère contre l'accord de fin de conflit signé à Paris, perturbent la réunion des syndicats. Les délégués syndicaux de retour de Paris après neuf heures de négociations avec la direction, ne sont pas autorisés par les salariés à entrer dans la salle où devait se tenir l'assemblée générale. « Maintenant, c'est nous, les ouvriers, qui décidons, ce ne sont plus les délégués », déclarait un ouvrier en colère.

Les dirigeants essaient donc de faire avaler l'accord par le biais d'un référendum, mais la base a rejeté la consultation. Début mai c'est la direction qui propose un referendum sur l'accord et la majorité des salariés vote non. Malgré l'avis négatif des travailleurs, l'ensemble des syndicats, à l'exception de la CGT, signent l'accord qui ne remet pas en question les sanctions contre 19 salariés. Les ouvriers sont furieux. Lors de l'assemblée qui s'est tenue ensuite, le secrétaire du Comité d'entreprise, représentant FO, a dû s'enfuir face à la colère des salariés. Des élus ont reçu des messages du style « La direction a des gardes du corps, pas vous »²¹.

[18] Interview de Xavier Mathieu, Le Monde, 26/08/2009

[19] Christine Ducros et Jean-Yves Guérin, op. cit., p. 142

[20] Idem, p. 140

[21] Idem, p. 146

Le même Robert Gamez, secrétaire FO, raconte que « un jour, des salariés particulièrement remontés sont venus chez moi. Je n'ai pas ouvert la porte. Mais ils ont brûlé le paillason. J'avais droit aussi à des menaces du style : 'on va te faire la peau' »²².

Cet exemple montre, à titre illustratif, que pendant la vague de grèves que nous vivons, la base radicalisée des travailleurs a eu souvent tendance à dépasser les directions syndicales conciliatrices, au moins au niveau local, quoique sans forcément se donner les moyens de le faire jusqu'au bout, par le biais d'une auto-organisation solide au niveau de chaque site, mais surtout en cherchant la coordination avec les travailleurs en lutte de d'autres entreprises.

Philips Dreux : Lutte exemplaire, contrôle ouvrier et trahison de la bureaucratie syndicale²³

Au mois de janvier 2010 l'information circule dans quelques médias de la presse écrite. Les ouvriers de l'usine Philips à Dreux, dans l'Eure-et-Loir, ont démarré une production sous contrôle ouvrier. Ils ont détourné des composants prévus pour le site de Philips en Hongrie stockés dans plusieurs entrepôts et ont mis en place une production sous leur propre contrôle qui a duré dix jours et a produit une moyenne de 300 téléviseurs par jour, jusqu'à ce que la direction, avec la complicité du syndicat FO, mette fin à cette expérience.

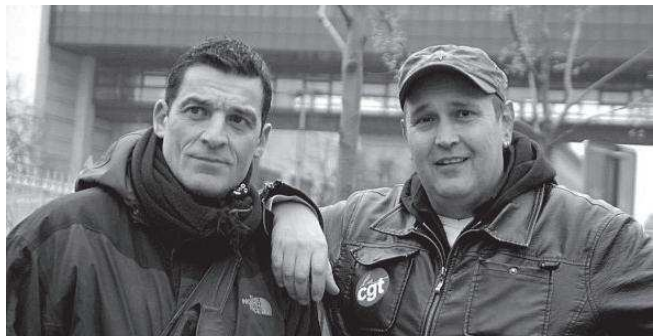
Mais l'histoire de ces ouvriers et ouvrières qui ont renoué avec une méthode de lutte utilisée dans un des plus grands moments de l'histoire de la classe ouvrière en France, lorsque les ouvriers de l'usine LIP et d'une petite vingtaine d'autres entreprises pendant la poussée des années 60 et 70 ont montré qu'ils pouvaient produire sans patron, commence bien auparavant. Des plus de 1300 travailleurs — et surtout travailleuses, comme dans tant d'autres usines d'électroménager où il y a une majorité de femmes — existants sur ce site dans les années 1990, il n'en restait en 2010 que 212. L'autre site de Dreux, situé sur une colline juste à côté, est fermé depuis 2006.

Depuis les années 70, dans ces deux usines, implantées dans une jeune concentration industrielle dont la naissance date de l'après-guerre, au milieu d'une région essentiellement rurale, on élaborait toute la technologie et on produisait tous les composants des téléviseurs Philips produits en France.

Peu à peu, à partir des années 90, on a vidé ces usines en délocalisant différentes étapes de la production vers des pays à main-d'œuvre bon marché comme la Pologne et la Hongrie, ce qui a entraîné des vagues de licenciement massifs en 1997, 2003, 2006 et 2008. Ainsi nous sommes arrivés à une situation où il n'y avait qu'une seule équipe travaillant sur deux des cinq lignes de production d'un des deux sites, avec une activité réduite à l'assemblage des téléviseurs. La plupart des activistes ouvriers ont été licenciés dans les vagues précédentes et restent au chômage dans une région fortement sinistrée par la désindustrialisation et où, dans le cadre de l'actuelle crise capitaliste, les dernières usines ferment les unes après les autres.

Après avoir licencié 279 travailleurs en 2007, malgré une grève très forte qui a duré plusieurs semaines et qui a été trahie par le syndicat FO (qui a même donné son aval au licenciement de syndicalistes CGT protégés), la direction de Philips a annoncé le plan de fermeture du site en septembre 2009. Depuis cette annonce et avec l'aide d'un syndicat très combatif, la CGT EGP Philips Dreux, les travailleurs de Philips ont mené une lutte exemplaire contre la fermeture du site. Au mois de novembre, ils ont organisé une « fête des travailleurs » à laquelle sont venues plus de mille personnes tout au long de la journée, dont les représentants des principales luttes ouvrières de l'époque (Conti, Molex, Ford Blanquefort, Freescale, Renault, sans-papiers)...

Suite à cela, au mois de janvier, il y a eu l'expérience du contrôle ouvrier, qui, bien que limitée dans le temps, a pointé une autre voie possible pour la lutte contre les licenciements et les fermetures d'usine. En montrant que les travailleurs sont capables de gérer par eux même la production et l'usine et en revendiquant la nationalisation sous gestion ouvrière de celle-ci, les travailleuses et travailleurs de Philips ont donné une leçon de comment il est possible d'affronter les licenciements en remettant en question le pouvoir du patron dans l'entreprise et en mettant en avant une revendication qui, si elle était reprise par d'autres travailleurs, pourrait constituer un programme commun à tous les salariés face aux licenciements : la nationalisation sous gestion ouvrière de toute usine qui ferme ou licencie massivement. Un mouvement national qui porterait ce drapeau pourrait



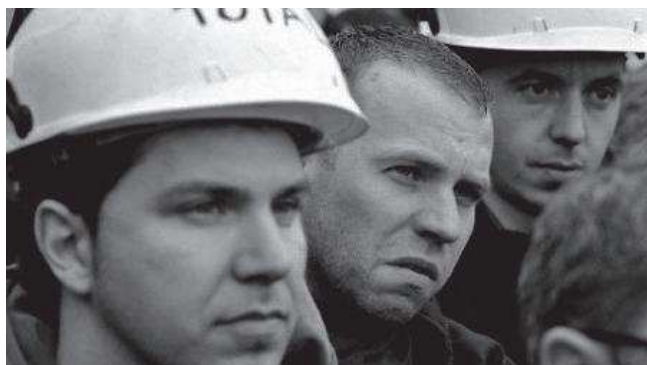
[22] Ibidem

[23] Pour un récit plus complet de cette lutte, voir le bilan écrit par un de ses principaux dirigeants, Manuel Georget, publié comme une tribune libre dans cette revue.

ainsi donner une réponse des travailleurs à la crise, ouvrant la perspective d'une autre société basée sur l'auto-organisation des travailleurs et sur la fin de l'exploitation.

A Philips le contrôle ouvrier n'a duré que dix jours. Ensuite il y a eu un lock-out patronal qui a soulevé la colère des travailleurs ayant reçu une lettre qui leur disait de ne plus venir travailler car l'usine était fermée et en leur proposant un poste à 450 euros en Hongrie... à condition de parler couramment le hongrois! La résistance des travailleurs qui pendant une semaine ont monté des piquets devant l'usine pour protester contre le lock-out et empêcher les patrons d'enlever les machines a fini par une victoire, partielle certes, mais très importante. Le tribunal administratif de Chartres a publié le résultat d'un référé qui condamnait le lock-out et annulait de fait le Plan Social dont l'argumentaire économique était basé sur une fraude autour du périmètre économique, la direction cherchant à isoler la production de téléviseurs du secteur d'électro ménagers grand public dont elle fait partie pour démontrer une soi-disant non rentabilité.

Malgré cette lutte exemplaire et cette première victoire, les syndicats de l'usine Philips de Dreux, à l'exception de la CGT, ont trahi les travailleurs, en donnant, en échange de 20 000 euros de plus d'indemnités, un avis sur le Plan Social qu'eux même avait considéré comme frauduleux quelques semaines auparavant. C'est ainsi que le combat des travailleurs de Philips s'est soldé par une lourde défaite qui laisse un goût d'autant plus amer que les conditions pour une victoire étaient clairement réunies et qu'une telle victoire aurait pu envoyer un message fort à tous les travailleurs en France et dans le monde et qu'avait déjà repris les étudiants solidaires sur leur banderole lors de la réouverture de l'usine après le lock-out : "gagner contre les patrons c'est possible"!



Total Dunkerque, où comment trahir une grève et sauver le gouvernement

3 Février 2010. Les ouvriers de la raffinerie de Flandres, en grève depuis le 12 janvier lancent un ultimatum: Si l'activité de raffinage, arrêté par la direction depuis

septembre 2009 en raison de "marges conjoncturelles dégradées", ne reprend pas avant le 15 février, "ils prendront le contrôle du site et de l'outil de production". Ces ouvriers avaient bien compris que, derrière cette fermeture conjoncturelle, se cachait un plan pour l'arrêt définitif de la raffinerie. Pourtant la raffinerie de Flandres, une des cinq qui possède le groupe pétrolier Total en France et qui emploie 380 salariés, plus 450 sous-traitants directs était classée avant la crise dégageant 40 millions de résultat net, et avait été évaluée par la direction de Total comme ayant un taux de fiabilité à 99,8 %, en tête des raffineries françaises, et 3^{ème} du groupe Total dans la zone Europe, un groupe qui quant à lui a dégagé pas moins de 8 milliards d'euros de profits en 2009.

Le 16 février matin, en absence de réponse de la direction, les salariés chassent le directeur et occupent ses locaux. Le 17 février, une coordination entre la CGT de Total et de SUD Chimie, appelle à la grève dans toutes les raffineries du groupe, appel qui est massivement suivi. Cette grève se met en place en solidarité avec salariés de la raffinerie de Flandres -une première depuis des années, alors que de telles grèves ne se voyaient plus- et aussi parce que les travailleurs des autres raffineries craignent que le site de Dunkerque ne soit que la première victime d'une restructuration visant à délocaliser une bonne partie du raffinage à des pays à moindre coût tels que l'Arabie Saoudite où le groupe Total construit un énorme centre de raffinage. Avec toutes les raffineries en grève et une extension même à des raffineries n'appartenant pas au groupe Total telles que celles d'Exxon Mobile, la menace de pénurie d'essence se profile rapidement à l'horizon avec de premières stations service non alimentées. La pression sur le gouvernement à l'approche des élections régionales du 14 mars est énorme. Les ouvriers sont à l'évidence en position de force.

Et pourtant le 23 février, les syndicats, à l'exception de Sud, proposent la suspension de la grève suite à un projet d'accord qui n'assure pas la non-fermeture de la raffinerie de Flandres et ne garantit la pérennité des autres sites que pendant une période de 5 ans ! L'accord dit aussi que la direction s'engage à reclasser tous les salariés de Flandres dans d'autres activités du groupe. Pourtant ces ouvriers avaient déjà refusé la perspective de ces reclassements et revendiquaient fièrement leur métier et l'activité du raffinage qu'ils développent. De plus ils ont toujours mis en avant que la plupart des travailleurs de la raffinerie étaient des sous-traitants et que ceux-ci ne pourraient pas compter sur aucun reclassement.

Voilà comment la CGT et FO ont décapité une grève exceptionnelle qui n'avait qu'à se poursuivre pendant quelques jours pour faire plier le gouvernement et le patronat d'un des plus importants groupes du

capitalisme français. Une victoire de cette ampleur aurait pu changer radicalement la situation et la subjectivité du mouvement ouvrier et ouvrir une étape de luttes offensives pour le maintien des emplois et de la production des entreprises, en ayant en tête la leçon que la coordination et la grève générale (d'une branche dans ce cas) sont la réponse pour paralyser la production et faire céder l'adversaire. Une leçon trop avancée pour que la bureaucratie syndicale lui permette d'aboutir...



« De l'argent il y en a... » ou le retour des conflits salariaux

Avec la poursuite de la crise - et dans le cadre d'une reprise économique rachitique au cours de laquelle les fermetures d'entreprise et les licenciements se poursuivaient quoiqu'à une moindre vitesse, avant que la spirale de la dynamique catastrophique de la crise reprenne sa marche ayant cette fois-ci son épice en Europe -, à l'intérieur de cette même vague de luttes ouvrières qui perdure depuis plus d'une année, on a vu les conflits salariaux gagner une place importante. Ce que malgré la crise et tout le terrorisme fait par les patrons pour alourdir l'exploitation des travailleurs en utilisant la crise comme argument, les entreprises à avoir fait des bénéfices spectaculaires n'ont pas été une exception. Moins sous le choc des premiers mois de la crise et motivés à chercher une partie des profits obtenus par les actionnaires, les entreprises où des conflits durs pour une augmentation de salaire verront le jour seront nombreuses.

Ainsi, les travailleurs de Fralib, qui produit des sachets de thé de la marque Lipton appartenant au groupe Unilever feront une grève pendant deux mois avec l'adhésion de trois quarts du personnel pour récupérer leurs pertes salariales depuis plusieurs années et qu'ils calculaient à la hauteur de 200 euros. Ils n'ont pas eu satisfaction, mais la multinationale anglaise a dû quand même lâcher une augmentation salariale voilée par une prise en charge accrue de la mutuelle santé par l'entreprise, quatre embauches et une prime exceptionnelle de 1200€.

A Airbus, une grève tournante très largement suivie

sur tous les sites français de production et dans laquelle les cadres se cotisaient pour payer les jours de grève des ouvriers, plus affectés par les retenues sur salaire, a réussi à faire reculer le patronat d'EADS qui était intransigeant sur une augmentation de 1,9% et pas un centime de plus. Finalement il a dû concéder des augmentations salariales de 2,5 %, une prime de 500 euros et des embauches, même si cela a été considéré insuffisant (les travailleurs réclamaient 3,5% d'augmentation) par une partie des salariés et par deux des quatre syndicats qui ont refusé de signer l'accord.

D'autres secteurs où le travail est beaucoup plus précaire et au sein desquels il n'existait pas une tradition de lutte, tels que les travailleurs de la chaîne suédoise de mobilier IKEA ou les sous-traitants du nettoyage dans l'industrie tels que Veolia à Renault Trucks ont aussi mené des grèves pour des augmentations de salaire.

Et cela sans que les luttes, souvent dures, contre les fermetures et licenciements cessent d'exister, quoique moins médiatisées. C'est ce que rapporte *Le Monde* dans un article du mois d'avril. Après avoir cité ceux qui ont été plus connus à cause de leurs méthodes « spectaculaires », tels que les Sodimatex dans l'Oise, où les travailleurs ont repris la « méthode New Fabris » de menacer de faire sauter l'usine, l'article dit que « *des conflits sociaux plus discrets ont lieu en ce moment partout en France, démontrant que si les mobilisations historiques des 29 janvier, 19 mars et 1^{er} mai 2009 sont loin, le climat social reste tendu. La presse régionale se fait ainsi l'écho de nombreux mouvements de protestations : séquestration chez Essex, qui fabrique des fils de cuivre à Mâcon (Saône-et-Loire) et chez le fabricant de pneumatiques Sullair à Montbrison (Loire) ; grève chez Siedoubs, sous-traitant automobile à Sochaux (Doubs), chez Forest-Liné, qui fabrique des machines outils à Capdenac-Gare (Aveyron), à la Fonte ardennaise à Vivier-au-Court (Ardennes), chez Sin et Stes, entreprises de nettoyage à Crolles (Isère), chez Delphi, sous-traitant dans l'électronique à Saint-Aubin-du-Cormier (Ille-et-Vilaine), chez les salariés des magasins Surcouf, notamment à Strasbourg (Bas-Rhin), chez les travailleurs sociaux du foyer Interval à Lille (Nord). Les salariées du fabricant de lingerie Lejaby, à Rilleux-la-Pape (Rhône), ont su, elles, attirer les photographes, grâce à un défilé original. En Ile-de-France, des salariés des Caisses d'épargne étaient en grève mardi, ainsi que des salariés parisiens de l'Urssaf, et un appel à la grève était lancé à La Poste des Hauts-de-Seine pour jeudi.* »

Et plus loin en relayant les propos d'un représentant syndical: « *L'année dernière nous avons connu les grandes restructurations et les fermetures. Cette année, ce que l'on voit se développer ce sont les conflits autour des questions salariales. Car lors des négociations*

annuelles obligatoires, les augmentations proposées étaient très faibles ou inexistantes', explique Stéphane Vannson, secrétaire régional de la CFDT Lorraine. 'Et ce que l'on constate, c'est que les salariés se radicalisent beaucoup plus vite qu'avant. J'avoue que l'on a parfois été débordé par des réactions dures, avec des blocages de sites. Ce que l'on sent remonter chez tous nos militants, c'est qu'ils ne peuvent plus accepter des injustices criantes, comme des refus de primes aux ouvriers alors qu'on augmente les dividendes des actionnaires.' »

Un début de quelque chose?

Cet ensemble d'éléments (qui ne jouent évidemment qu'un rôle d'illustrations, car il serait impossible de parler de tous les conflits importants) est un fort indice que, comme nous soutenons dans le présent article, au contraire du lieu commun qui prétend que la vague de luttes radicalisées s'est réduite au « printemps chaud » de 2009, il y a bien une continuité dans un seul et même processus de recomposition de la combativité de la classe ouvrière, qui a évidemment des pics et des conflits phares, qui change parfois d'axe revendicatif, mais qui présente un développement ininterrompu depuis plus d'une année. Ce processus, malgré toutes ses faiblesses et insuffisances, qui font que souvent les luttes terminent par des défaites, est extrêmement encourageant pour les marxistes révolutionnaires car il montre que le prolétariat, y compris dans ses bastions historiques commence à « s'entraîner » pour les grands combats de classe qui s'annoncent comme on le voit aujourd'hui en Grèce. Est-ce que la vague de luttes de 2009-2010 sera les premiers pas d'une poussée qui permette à la classe ouvrière d'être à la hauteur des attaques qui lui seront imposées. Nous ne pouvons pas le savoir aujourd'hui. Cela dépendra de nombreux facteurs dont l'action des révolutionnaires en son sein. Car les ouvriers eux sont déjà en train de faire leur part...



3. Le rôle de l'extrême gauche

Comment l'extrême gauche arrive à la vague actuelle de luttes

Déjà au cours du nouveau cycle ouvert par la grève de 1995, force est de constater que l'extrême gauche française n'a pas été à la hauteur des bagarres menées par les travailleurs et les mouvements sociaux. Elle n'a pas non plus contribué à combler la brèche existante entre la combativité persistante des fractions les plus avancées de la classe ouvrière et le manque de confiance stratégique dans les objectifs de cette classe, et plus encore peut-être dans ses objectifs historiques. Pire encore, si dans le meilleur des cas l'extrême gauche s'est adaptée à la conscience actuelle des travailleurs, elle a parfois été activement ou passivement suiviste des orientations proposées par les directions syndicales qui ont joué un rôle central pour contenir les potentialités explosives des différents processus de lutte qu'a connus le pays. Dans ce cadre, l'extrême gauche s'est le plus souvent contentée d'occuper les espaces électoraux laissés vacants par l'usure du régime RPR (puis UMP)-PS, capitalisant ainsi électoralement la colère ouvrière et populaire. C'est ce qui explique notamment les bons scores d'Arlette Laguiller et de LO en 1995, puis de LO et de la LCR en 2002 et enfin de Besancenot en 2007.

La responsabilité de l'extrême gauche ne tient pas au fait qu'elle n'ait pas su transformer le rapport de force, ce qui était au delà de ses possibilités. La responsabilité est plutôt à chercher du côté du fait que l'extrême gauche n'a pas cherché à préparer un secteur ou une nouvelle génération d'ouvriers et d'étudiants révolutionnaires capable de jouer un rôle central dans les luttes qui s'annonçaient. Les luttes d'ailleurs, loin de conduire l'extrême gauche à s'autocritiquer, l'ont menée dans certains cas à une révision complète de ses objectifs ou de ses hypothèses stratégiques sur lesquelles les partis d'extrême gauche français se basaient historiquement. Cela les a conduits non seulement à approfondir leur déclin théorique, politique et programmatique et leur " indigence stratégique " mais également à s'adapter à une pratique suiviste d'occupation des espaces syndicaux et électoraux dans le cadre du régime démocratique-bourgeois. Cela a même parfois conduit l'extrême gauche à un abandon du prolétariat ou du travail en son sein, la classe ouvrière étant désormais considérée comme un des multiples acteurs appelé à jouer un rôle dans la " transformation révolutionnaire de la société ".

Dans *Le Programme de Transition*, Trotsky disait déjà, face à la situation de terrible recul de la classe ouvrière au cours de la période précédente la Seconde Guerre Mondiale que " les défaites tragiques subies par le prolétariat mondial durant une longue série

d'années ont poussé les organisations officielles à un conservatisme encore plus grand et ont conduit en même temps les 'révolutionnaires' petit-bourgeois déçus à rechercher des 'voies nouvelles'. Comme toujours, dans les époques de réaction et de déclin, apparaissent de toutes parts les magiciens et les charlatans. Ils veulent réviser toute la marche de la pensée révolutionnaire. Au lieu d'apprendre du passé, ils le 'corrigent'. Les uns découvrent l'inconsistance du marxisme, les autres proclament la faillite du bolchevisme. Les uns font retomber sur la doctrine révolutionnaire la responsabilité des erreurs et des crimes de ceux qui l'ont trahie; les autres maudissent la médecine, parce qu'elle n'assure pas une guérison immédiate et miraculeuse. Les plus audacieux promettent de découvrir une panacée et, en attendant, recommandent d'arrêter la lutte des classes. De nombreux prophètes de la nouvelle morale se disposent à régénérer le mouvement ouvrier à l'aide d'une homéopathie éthique. La majorité de ces apôtres ont réussi à devenir eux-mêmes des invalides moraux avant même de descendre sur le champ de bataille. Ainsi, sous l'apparence de 'nouvelles voies', on ne propose au prolétariat que de vieilles recettes, enterrées depuis longtemps dans les archives du socialisme d'avant Marx". Aujourd'hui, l'obscurcissement de l'horizon des luttes est propice à toute sorte de théories au sein desquelles s'entrelacent les aspirations à un autre monde et la résignation face à l'ordre existant. Ces nouvelles utopies imprègnent l'ensemble des partis D'extrême gauche, qu'ils les intègrent à l'image des "décroissants" au sein du NPA ou, plus insidieusement chez les plus orthodoxes, à travers le scepticisme profond quant à la possibilité de transformer la réalité, que cela se manifeste par l'adaptation au possibilisme du NPA ou l'attente passive chez LO.

L'intervention du NPA et de LO dans deux « cas d'école »

Parmi d'autres conflits exemplaires, la lutte des Continental a sans doute été la bagarre la plus emblématique de ces derniers mois. Sur le site de Clairoux, la mobilisation a commencé le 12 mars 2009 et n'est pas encore terminée comme en témoignent les centaines d'ouvriers qui se sont réunis il y a quelques semaines devant le Tribunal de Compiègne afin de protester contre la décision de justice à l'encontre de leurs camarades condamnés pour les faits du 24 avril dernier lors de l'action contre sous-préfecture comme on n'en voyait plus en France depuis des années. Au cours de cette lutte on a vu se mettre sur pied des AG quotidiennes avec l'élection d'un comité de lutte de quarante travailleurs.

Ces formes démocratiques d'organisation ont favorisé

la multiplication des initiatives sur la région et les montées à Paris, les manifestations à Sarreguemines, sur l'autre site de production en France, et même à Hanovre, au siège allemand du groupe. Les travailleurs ont fait preuve de ténacité, d'obstination et de créativité, ce qui a surpris leurs adversaires mais qui a représenté également un exemple pour l'ensemble des salariés de la région et a suscité dans tout l'Hexagone une vague de sympathie au sein du salariat et des classes populaires. En dernière instance, le paiement d'indemnités de licenciement importantes par le patronat de Continental avec l'aval de l'ensemble de la bourgeoisie française n'a été que le prix payé afin d'éviter qu'une lutte par bien des aspects exemplaire n'aille au-delà du cadre limité de ses revendications initiales et fasse date pour le prolétariat français et même européen.



Comme le montre le cas des Conti, ce n'est pas le manque de combativité qui explique leur défaite stratégique (les ouvriers se retrouvent tout de même au chômage et il n'y a aujourd'hui que 70 sur les plus de 1100, qui se sont retrouvés un travail), bien qu'elle ait été atténuée par le caractère relativement exceptionnel dans le panorama actuel par le montant des primes de licenciement versées. Ce qui a réellement manqué, c'est une extrême gauche à la hauteur de la situation. Au cours de la lutte, l'extrême gauche française n'a pas pris la moindre initiative à la hauteur de la combativité et de la détermination dont faisaient preuve les travailleurs de Continental. Au moment où il existait une réelle sympathie à l'égard du combat des Conti, alors que des millions de salariés du public comme du privé défilaient dans les rues au printemps 2009, l'extrême gauche a été incapable de mobiliser les milliers de travailleurs et d'étudiants qu'elle influence (à commencer par les quelques 10.000 militants de LO, du NPA et du POI) lors des moments clé du conflit afin de le transformer en une grande bataille de classe.

Pire que cela, LO qui a eu une influence déterminante sur ce conflit à travers un militant de la région, ancien de chez Chausson, Roland Spirko, n'a jamais mené un

combat sérieux pour que cette lutte exemplaire, qu'ils ont contribué remarquablement à organiser, dépasse l'horizon de la lutte pour les indemnités de départ. Au contraire, LO a accepté dès le départ d'aider les Contis à organiser la lutte de la meilleure façon possible pour obtenir les indemnités les plus élevées. C'est ce que raconte Xavier Mathieu, le principal dirigeant de cette lutte à propos de Spirko: « (...) c'est moi qui, le jour où nous avons appris la fermeture de l'usine, l'ai fait appeler par un ancien salarié qui avait travaillé avec lui chez Chausson. Le lendemain matin, il était là. Il nous a appris à nous organiser, il nous a conseillé d'organiser des AG quotidiennes, de voter chaque décision. Il nous a dit qu'en se battant de façon collective, nous arracherions un meilleur plan social. »²⁴

Si on ne veut pas faire confiance aux paroles de Xavier Mathieu, il suffit de regarder ce qui disait le journal de LO tout au long du conflit. Dans le numéro du 26 avril 2009, c'est à dire à peine 15 jours après la fermeture de l'usine, l'article publié au sujet de Continental a un titre révélateur: « *Les actionnaires doivent payer !* ». On peut encore s'imaginer avec un peu de bonne volonté que le mot « payer » est ici utilisé dans un sens métaphorique, pourtant le contenu de l'article de NE laisse pas de place aux doutes, puisqu'il termine en disant « *Si les patrons ferment une usine, qu'ils paient les salaires en prenant sur les profits des actionnaires. Comme le disait un travailleur : 'Nous ne sommes pas gourmands, nous laissons aux actionnaires la moitié de leurs bénéfices, l'autre c'est pour garantir nos salaires.'* » Bien évidemment qu'il ne s'agissait pas de faire payer les salaires *ad eternum* puis que comme le rapporte le même article, la revendication des Conti était le « *maintien des salaires au moins jusqu'en 2012, des compensations financières à la hauteur du préjudice* ». Et l'auteur de l'article ajoute: « *Et le 'préjudice' est grand car les travailleurs savent qu'ils ne retrouveront pas de travail dans la région.* » C'est à dire, que LO a pleine conscience que ces travailleurs ne retrouveront pas du travail et que donc l'argent des indemnités et du salaire payé jusqu'à 2012 seront dépensés dans quelques années et qu'en suite ils subiront la précarité dont sont victimes tous les chômeurs. Et pourtant, à chaque journal, LO confirme cette orientation, sans ne jamais signaler aucune limite aux revendications avancées par les travailleurs. Le fait de survoler quelques titres et passages des articles publiés constitue une démonstration suffisante: LE 10 avril 2009 VIRGULE le titre de l'article publié est « *Continental-Clairoix (Oise) Faire payer les actionnaires !* ». Dans ce même article, LO explique « *Les ouvriers de Continental ont choisi de se battre pour obtenir le maximum de garanties pour leur avenir. Ils sentent que s'opposer à la fermeture de l'usine demanderait une mobilisation qui dépasserait, et de beaucoup, les seuls 1 120 travailleurs de Clairoix.*

Ils ne veulent pas attendre de savoir si le moteur de l'avion va se remettre en route et risquer de sauter dans le vide, comme l'a dit l'un de leur porte-parole. »

Le plus grave est qu'il ne s'agit pas d'une adaptation restreinte à un cas particulier, puisque Lutte Ouvrière élève cette orientation à théorie et ose exprimer avec une clarté remarquable ce qui est le programme des organisations qui se disent révolutionnaires dans le mouvement ouvrier en France. Dans les textes de son dernier Congrès VIRGULE LO affirme qu'une " véritable lutte contre les fermetures d'entreprises demanderait un haut niveau de conscience et de combativité, car comment empêcher des patrons qui veulent vraiment fermer leurs entreprises de le faire... autrement qu'en se battant pour l'expropriation de ces entreprises et leur gestion sous contrôle ouvrier ? Mais qui oserait prétendre que, dans les circonstances actuelles, c'est à l'ordre du jour ? " ²⁵

L'abstention passive de LO atteint des niveaux impressionnants pour une organisation qui dit combattre pour le communisme. Comment accuser les directions syndicales de ne rien faire pour qu'une réponse d'ensemble soit donnée par la classe si on n'est même pas disposé à faire le moindre essai pour constater quel est le niveau de rapport de force ou jusqu'où il serait possible d'aller dans une lutte contre une fermeture d'entreprise. Bien entendu, faire un essai aux côtés des fractions les plus avancées afin de vérifier s'il est possible d'entraîner les autres secteurs ne peut que placer face à leurs contradictions la politique des bureaucraties syndicales qui consiste à laisser les luttes isolées les unes des autres ou à appeler à des journées d'action sans continuité pour canaliser la colère ouvrière.

Mais se baser, comme le fait LO, sur un soi-disant recul absolu de la classe n'en devient pas moins une très mauvaise justification pour couvrir son conservatisme routinier. Ce n'est pas un hasard si dans aucun de ses textes de Congrès il n'est pas fait une seule fois mention de la grande grève générale guadeloupéenne de l'année dernière où la section sœur de LO, Combat Ouvrier, a joué un rôle dirigeant aux côtés de Domota au sein du LKP. Comment justifier en effet que dans le contexte social de la Guadeloupe de l'hiver 2009, CO se soit contenté d'une simple augmentation salariale comme à l'époque l'avaient fait à Grenelle la CGT et le PCF pendant la grève générale Mai 1968 ? Rater des occasions révolutionnaires telle que celle qu'a vécue la Guadeloupe l'année dernière, c'est ce à quoi prépare le syndicalisme routinier qui n'est en aucun cas une alternative face à l'électoratisme du NPA que la direction de LO prétend combattre.

[24] Christine Ducros et Jean-Yves Guérin, op. cit., p.71

[25] Revue *Lutte de Classe*, numéro 124, déc. 2009

Pour ce qui est du NPA, dont la priorité n'est pas l'intervention au sein de classe ouvrière et de ses luttes, nous nous arrêterons sur le cas du conflit de Philips Dreux, exemplaire de tous les points de vue comme nous avons déjà explicité auparavant et comme l'illustre le bilan de Manuel Georget publié dans cette revue. Le silence complet et le manque d'engagement militant sur cette lutte extrêmement avancée, de janvier à mars notamment, où un militant du NPA jouait un rôle dirigeant, en dit long sur la politique de ce parti. Alors que toute la presse bourgeoise nationale parlait de la lutte des Philips, il n'y avait absolument rien sur le site du NPA, trop occupé par sa campagne pour les élections régionales, et dans le journal *Tout est à nous !* le conflit n'a pas mérité plus qu'une petite brève. Il a fallu attendre le meeting de fin de campagne en Île-de-France à la Mutualité, le 10 mars, pour que la lutte des Philips et son dirigeant Manuel Georget soient mis en avant, à travers une vidéo projetée durant quelques minutes...

Nous avons là une très bonne expression de l'électorisme de l'actuelle direction du NPA et de sa négligence à l'égard des luttes de la classe ouvrière : d'une part, cette direction sacrifie l'intervention dans les luttes à la question des élections ; d'autre part, elle ne centre pas sa campagne sur les luttes en cours, chez Philips, chez Total, dans l'Éducation nationale, en les popularisant, en œuvrant concrètement pour leur convergence et en les élevant en même temps à un plan politique en termes de programme anticapitaliste débouchant sur la perspective révolutionnaire..

4. Quel parti et quel programme pour offrir une perspective à la classe ouvrière ?

Pour un parti qui cherche une fusion entre le marxisme et la classe ouvrière en lutte pour que celle-ci se postule comme classe hégémonique

Les faiblesses de l'extrême gauche face à la vague de luttes actuelle n'est pas, selon nous, le fruit d'une simple erreur mais le symptôme d'un profond scepticisme quant à la possibilité que, par l'action et la pratique militantes des révolutionnaires, on puisse transformer la réalité. Face à l'orientation ouvertement opportuniste du NPA, certains secteurs de ce parti proposent de s'orienter vers un parti qui accompagne les luttes. Bien que la présence sur les luttes soit importante, à notre avis c'est encore insuffisant pour défendre une alternative anticapitaliste et révolutionnaire conséquente face à la crise actuelle du système économique. Nous ne croyons pas qu'un parti " qui soit dans les luttes aussi bien que dans les élections ", variante française du " luttez et votez ! "



du MAS argentin des années 1980²⁶, soit une solution pour dépasser les limites du projet fondateur du NPA.

Ce dont nous avons besoin, c'est de toute la potentialité d'une pratique qui sache renouer de manière créative avec les sources de la tradition du mouvement ouvrier et de l'héritage légué par les Lénine, Trotsky ou Luxemburg. Ce serait-là un outil essentiel afin d'intervenir dans les luttes ouvrières, en partant d'un programme d'action révolutionnaire. Cela devrait permettre d'aborder toute lutte importante comme une bataille de classe qui pose des jalons de subjectivité nouvelle, tant dans les victoires que dans les défaites " dignes " qui permettent aux travailleurs les plus combatifs de tirer des leçons et d'avancer²⁷. Voilà ce qui est absent de la pratique militante, dans toute l'extrême gauche d'ailleurs. Voilà ce qui permettrait de faire passer la perspective révolutionnaire du simple discours ou de la simple propagande à la pratique quotidienne réelle. En dernière instance, l'intervention dans les grèves dures, les occupations d'usine, les affrontements de rue, etc., ne sont que des moments fondamentaux d'un cycle plus vaste au sein duquel se forge et se forme un véritable parti marxiste révolutionnaire.

Face à la réalité politique actuelle, celle des partis anticapitalistes larges sans délimitation de classe claire et au programme ambigu ou encore des partis

[26] Le Mouvement pour le Socialisme (Movimiento Al Socialismo) argentin était dans les années 1980 la principale force d'extrême gauche à échelle mondiale. Son slogan le plus connu était " ¡luche y vote! ", " Luttez et votez MAS ! ".

[27] Il est une tradition dans l'extrême gauche française d'absolutiser les défaites, même partielles, au nom du " reflux ", qui est fonctionnelle à l'adaptation de cette même extrême gauche à un programme syndicaliste minimal dans les faits. Si d'une défaite, même partielle, il n'est pas possible de tirer des conclusions ni faire avancer les secteurs les plus combatifs de la classe, alors il vaut mieux rabaisser le programme au plancher minimal des directions syndicales. Il s'agit-là d'une conception profondément erronée et opportuniste de la lutte de classe sous des dehors " responsables ".

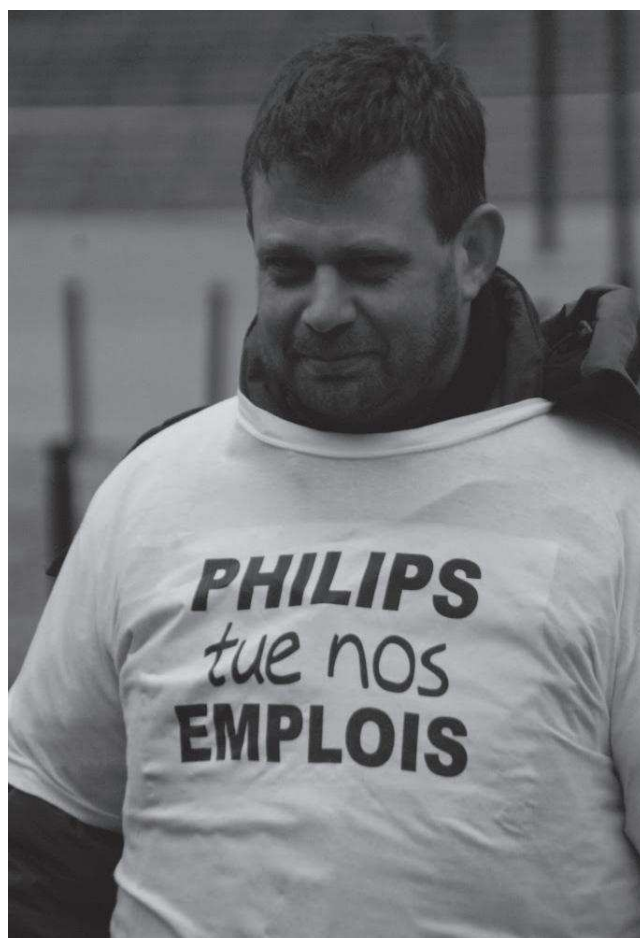
plus “ orthodoxes ”, communistes sur la forme mais syndicalistes dans la pratique, il est fondamental de construire un type de parti qui renoue avec l'essentiel de la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, à savoir un parti capable de fusionner le marxisme révolutionnaire au sein du secteur le plus avancé de la classe. C'est, à notre avis, la tâche à laquelle nous devons nous atteler, d'autant plus que, par delà l'état actuel de la subjectivité du mouvement ouvrier, jamais comme aujourd'hui, le prolétariat n'a eu plus de force sociale. Jamais comme aujourd'hui, il n'a occupé un rôle aussi stratégiquement central dans l'ensemble de la structure productive, les grandes métropoles, l'ensemble du tissu économique et social. Jamais comme aujourd'hui, l'antagonisme entre capital et travail n'a eu une importance structurelle aussi importante ni préparé les conditions objectives même de l'exercice de la centralité ouvrière. Faire ce constat néanmoins implique de considérer les travailleurs non comme de simples victimes souffrantes du système ni même comme des sujets de luttes purement revendicatives mais bien comme une classe potentiellement hégémonique capable de s'émanciper elle-même et de ce fait de libérer l'ensemble de la société. Cela signifie la nécessité d'un processus de préparation du prolétariat afin d'affronter une telle perspective. Il faut en ce sens, une force subjective travaillant à la fusion du programme socialiste au sein des secteurs les plus combattifs et avancés de la classe, à savoir les milliers d'ouvriers qui à Continental, Molex, Sony, Freescale, Total, Philips, New Fabris, la SNCF, Toyota, Goodyear, Caterpillar, etc., dans des dizaines de combats partiels, désespérés mais avec un énorme sens du sacrifice, ont incarné dans le combat de classe cette “ France qui se lève tôt ”.

Pour un nouveau programme qui permette d'unifier l'ensemble du salariat et permette à la classe ouvrière d'être hégémonique sur le reste du monde du travail et des classes populaires

La classe ne lutte conséquemment et jusqu'au bout qu'à condition que la perspective qui s'offre à elle soit supérieure à ce qu'elle peut gagner ou penser gagner par un processus de lutte “ normal ” et routinier et si le programme qui lui est proposé lui permet d'arracher des victoires. L'extrême gauche française semble néanmoins avoir oublié que la tâche centrale du programme doit être celle de tendre à unifier socialement et politiquement l'ensemble de la classe dans une perspective transitoire. Elle a troqué cette nécessité contre une orientation possibiliste qui ne correspond pas seulement au visage actuel du NPA mais également aux courants soi-disant plus orthodoxes à l'image de Lutte Ouvrière.

A l'inverse de cette perspective, afin de pouvoir déterminer jusqu'à quel point les masses sont disposées à aller dans les combats de classe décisifs et renforcer de concert leur état d'esprit, il est nécessaire de leur offrir un programme d'action révolutionnaire qui ne craigne pas de remettre en cause, dans le discours et dans les faits, les bénéfices des capitalistes et leur dictature qui s'exerce à travers la propriété privée des moyens de production ; c'est-à-dire un système de revendications transitoires dont le sens est de s'attaquer toujours plus résolument et ouvertement aux bases mêmes du régime bourgeois.

Ce programme doit viser avant tout à unifier l'ensemble de la classe ouvrière, les travailleurs en CDI comme ceux en CDD, précaires ou intérimaires, les travailleurs ayant un emploi comme ceux qui se trouvent au chômage, notamment les jeunes issus des quartiers populaires, et plus sérieusement encore, contre le chauvinisme réactionnaire qui pénètre jusque dans la classe ouvrière à travers le discours du FN qui s'appuie sur le désespoir social, il s'agit d'unifier les travailleurs français et les travailleurs étrangers, qu'ils aient ou non des papiers. Contre toute tentation corporatiste, par delà les aspects avancés que pouvaient avoir la lutte des enseignants et du public en 2003 sur les retraites ou les mouvements dans le transport en 2008, il est nécessaire de se battre pour l'extension



des revendications des secteurs en lutte aux salariés les plus exploités et précarisés qui souvent travaillent aux côtés des secteurs mobilisés. Voilà la manière dont il serait possible de porter réellement la perspective du “ tous ensemble ” que l’on entend si souvent en manif mais qui est si durE à concrétiser.

Le non-renouvellement des CDD est un instrument de licenciement. Le patronat s’en est servi pendant des années et continue à s’en servir de manière à ajuster ses coûts de production aux dépends de la vie même des travailleurs. Tous les travailleurs savent d’ailleurs parfaitement que c’est à eux de former les CDD ou les intérimaires, quand ils arrivent, et ce sans aucune contrepartie, mais que c’est aussi à eux de couvrir les postes laissés vacants lorsque les intérimaires partent. C’est en ce sens que la lutte contre les licenciements des précaires et des intérimaires et la transformation de leurs contrats en CDI est primordiale pour l’ensemble des travailleurs. Cela implique également d’organiser les précaires et les intérimaires au sein du syndicat de l’entreprise où ils travaillent. Le moyen le plus efficace pour organiser l’unité de classe entre travailleurs en CDI, en CDD, précaires et intérimaires, est de structurer des AG de travailleurs et surtout d’avancer vers des comités de boîtes qui intègrent les couches des salariés souvent non syndicalisés qui permettent aux travailleurs d’unifier leurs forces, impulsant également la coordination avec les autres entreprises.

D’autre part le patronat utilise la menace du chômage pour faire pression sur les travailleurs. Combien de fois n’a-t-on pas entendu dire “ si tu n’es pas satisfait il y en a dix qui pourraient prendre ta place dehors ” ? Mieux vaut avoir un emploi, même dans les pires conditions, que ne pas en avoir du tout, surtout lorsque les attaques contre les droits des travailleurs au chômage se multiplient (radiation des listes au Pôle emploi, RSA, etc.) et que la crise économique continue à faire des ravages. Afin d’en finir avec ce mécanisme pervers, nous devons lutter pour imposer le partage des heures de travail avec réduction à la clé de la semaine de travail sans réduction de salaire ni précarisation, et ce jusqu’à la résorption complète du chômage. C’est sur la base d’une telle revendication qu’il faut unifier les travailleurs, qu’ils aient ou non un emploi, et améliorer les conditions de travail pour tous.

La criminalisation et la surexploitation des travailleurs sans-papiers doivent être combattues par tous les travailleurs en France. Des papiers pour tous et toutes, la régularisation immédiate de tous les sans-papiers, l’égalité de droits politiques, sociaux et démocratiques, à commencer par le droit de vote à toutes les élections et à être élu, voilà des revendications qui devraient être centrales pour le mouvement ouvrier. Il ne faut

pas oublier non plus d’exiger l’égalité salariale de branche pour les travailleurs sans-papiers auprès des patrons “ gentils ” qui appuient les demandes de régularisation de leurs exploités. Cela implique aussi de lutter pour des conditions de vie dignes pour les travailleurs immigrés, avec ou sans-papiers, qui sont souvent victimes des marchands de sommeil, alliés des patrons les plus négriers.

Contre la hausse du coût de la vie nous devons réclamer une augmentation immédiate de 300 euros pour tous et un SMIC d’au moins 1600 euros net ou permettant de faire vivre dignement une famille. Il n’est pas tolérable que le chiffre des travailleurs pauvres continue à augmenter et que des millions d’entre nous aient du mal à arriver à la fin du mois. On ne peut pas non plus permettre que les gouvernements et le patronat continuent à avancer dans la dégradation de nos retraites et pensions qui constituent une part de salaire différé ou socialisé. Face à la contre-réforme qu’est en train de concocter le gouvernement avec la complicité des directions syndicales, nous disons : Aucune concertation avec le gouvernement ! Non au recul de l’âge de départ ! Non à la hausse du nombre d’annuités ! Nous devons au contraire nous battre pour imposer nos revendications centrales : abrogation des décrets Balladur de 1993 et Fillon de 2003, pour la retraite après 37,5 annuités de cotisations pour tous, calculée sur la base de 75% du salaire des 6 derniers mois.

Où faudrait-il prendre l’argent pour garantir le droit au travail et à une existence digne pour tous et toutes ? Aux profits des capitalistes. Si les patrons veulent nous faire croire d’ailleurs que les caisses sont vides, alors il faut qu’ils le démontrent en ouvrant les livres de compte des entreprises. Même s’ils arrivaient d’ailleurs à prouver qu’ils ne font aucun bénéfice actuellement, ce qui est loin d’être le cas dans la majorité des grosses entreprises, nous serions en mesure de démontrer qu’ils ont amassé des millions voire des milliards au cours des dernières années grâce à notre travail.

Le droit au travail, qui est lié aux conditions de reproduction de la force de travail, est le seul droit réel qu’a le travailleur dans la société capitaliste. Les ouvriers ne peuvent pas accepter moins que cela dans le cadre actuel. Si le capitalisme n’est même plus capable de satisfaire les revendications liées aux maux qu’il engendre lui-même, alors il faut le renverser.

Face à l’augmentation du nombre de fermetures d’entreprises, nous devons clairement nous opposer aux licenciements. Licenciement zéro, car ce n’est pas aux travailleurs de payer la crise ! Si les patrons disent ne pas pouvoir maintenir l’emploi dans les boîtes, revendiquons leur expropriation et leur nationalisation sous gestion ouvrière. Loin d’être une utopie dans

le contexte actuel comme le dit Lutte Ouvrière ou un retour aux nationalisations bourgeoises comme en a connu le pays dans le passé, il s'agit de la seule réponse concrète à la crise, l'unique solution pour maintenir les postes de travail, le salaire, et en finir avec le despotisme patronal dans les entreprises. En Argentine, les ouvriers céramistes de l'usine Zanon dans le Sud du pays ont démontré après des années où cela ne s'était plus vu à échelle mondiale qu'il était possible d'occuper, de produire sans patron ni chefs, et de lutter pour l'expropriation de leur instrument de travail par l'Etat. Plus important peut-être que tout cela, cette lutte héroïque a permis de constituer dans le panorama argentin un petit syndicat lutte de classe, antibureaucratique et combatif, basé sur la démocratie ouvrière et l'auto-organisation et qui se trouve aujourd'hui à la tête de ce que l'on appelle en Argentine le "syndicalisme de base". Loin d'être un petit îlot autogéré comme les réformistes ou les autonomes se plaisent à présenter Zanon, c'est aujourd'hui en Argentine un des principaux pôles combatif contre la bureaucratie syndicale. A l'inverse, la lutte pour des indemnités de départ, même substantielles, sur lesquelles ont fini la plupart des conflits ouvriers en France depuis plus d'un an et auxquelles se sont malheureusement adaptés à des degrés divers, les différents courants d'extrême gauche en France implique inévitablement un combat en ordre dispersé. Il en découle des luttes isolées contre des patrons individuels et non coordonnées contre l'ensemble de la classe capitaliste. Le programme même des indemnités l'oblige. C'est pourquoi sans surmonter ce programme en le substituant par un qui soit capable d'unifier l'ensemble des travailleurs qui sont victimes des licenciements et des fermetures, parler d'un "tous ensemble" devient une pure abstraction.

De plus, le programme des indemnités finit par désorganiser les travailleurs en tant que classe. C'est en dernière instance un programme basé sur une issue individuelle, qui valide l'affaiblissement objectif du monde du travail face au patronat au profit de bénéficiaires individuels incapables d'assurer la subsistance des travailleurs sur le long terme dans le cadre d'une crise capitaliste profonde qui ne fait que commencer. Nous comprenons que les travailleurs cherchent à échapper d'une manière ou d'une autre au futur fait de désespoir que leur offre le capitalisme bien que nous ne puissions justifier cela du strict point de vue de la solidarité de classe élémentaire. Mais que l'extrême gauche s'adapte de manière acritique à la revendication d'indemnités de départ les plus élevées possible est parfaitement inadmissible et inacceptable. Malgré l'héroïsme et la ténacité dont ont fait preuve les Conti (LO ayant été la principale organisation les ayant conseillés et ayant eu un poids au cours du conflit), il est très probable qu'il ne restera rien de leur combat dès qu'auront pris fin les procès

qui continuent à les viser.

Porter à l'inverse un programme dont nous avons décrit les grandes lignes représenterait une alternative face aux campagnes et aux revendications déçues que défend la direction actuelle de notre parti. Proposer des revendications commune à l'ensemble du monde du travail aiderait les salariés non seulement à reprendre confiance dans leurs propres forces et à porter une politique indépendante tout en détruisant leurs illusions pacifistes et réformistes, mais également à trouver les moyens de se coordonner et à lutter jusqu'au bout, en s'opposant aux orientations des directions syndicales. Ce serait-là une manière de préparer le terrain pour la grève générale qui certes ne se décrète pas mais se prépare ; une grève générale qui est la seule issue de fond d'ailleurs à la crise de manière à ce que ce ne soient pas les travailleurs et leurs familles à en payer la facture en dernière instance mais bien les capitalistes et leurs gouvernements qui en sont responsables. A l'inverse de la logique des journées d'action, c'est ce mot d'ordre qu'il nous faut porter et autour duquel il nous faut militer : " Ce n'est pas à nous de payer la crise ! ". En paralysant les principaux ressorts de l'économie, dans l'industrie et les services, le prolétariat ne paralyserait pas seulement la production. Ce serait l'activité politique des représentants de la bourgeoisie qui serait entravée, à savoir le gouvernement. Poser conséquemment la question du " tous ensemble " et donc de la grève générale signifie poser la question du pouvoir.

Pour une perspective de pouvoir : pour un gouvernement des travailleurs

Il nous faut défendre la perspective d'un gouvernement des travailleurs et des travailleuses comme forme vulgarisée de la dictature du prolétariat ; une dictature du prolétariat qui pour nous ne peut se penser que comme pouvoir basé sur des organes d'auto-organisation dont les travailleurs et les travailleuses se doteront au cours de la mobilisation à l'image de ce qui avait surgi dans la Russie révolutionnaire du début du siècle dernier. Ces soviets du XXI^e siècle ne peuvent pas non plus se penser sans une liberté pleine et entière en leur sein des partis des exploités, c'est-à-dire sans pluripartisme soviétique.

Nous n'avons aucun doute sur le fait que ce nouvel Etat des travailleurs serait profondément distinct de l'expérience traumatique que dut supporter la Russie soviétique. Une révolution victorieuse dans un pays avancé comme la France, une des principales puissances impérialistes avec les Etats-Unis, ne pourrait être que différente de l'expérience russe de 1917. On ne peut que songer, malgré la distance historique,

à ce que disait Trotsky en 1934 à propos d'une hypothétique révolution victorieuse aux Etats-Unis. Les Etats-Unis " découvrirait que le communisme, loin d'être une tyrannie bureaucratique intolérable enrégimentant la vie individuelle est le meilleur moyen pour atteindre liberté personnelle et l'abondance partagée (...). En réalité les soviets américains seront aussi différents des soviets russes que les Etats-Unis du président Roosevelt le sont de la Russie du Tzar Nicolas II. (...) Les soviets américains n'auraient pas à recourir aux mesures drastiques que les circonstances ont imposées à la Russie soviétique. Aux Etats-Unis la science publicitaire permettrait de se gagner l'appui de la classe moyenne, chose infaisable dans la Russie arriérée, avec sa grande majorité de paysans pauvres et analphabètes. Ceci, de même que l'appareil technique et la richesse [des Etats-Unis] serait le plus grand allié de la révolution communiste future ". Contre tous les discours postmodernes antitotalitaires qui ont fait tant de mal à l'extrême gauche qui les a parfois repris, nous devons revenir à une vision libératrice du communisme et de la révolution prolétarienne. Nous devons le faire plus encore aujourd'hui à l'heure où le capitalisme est de plus en plus barbare, n'offrant que chômage et misère jusque dans les pays impérialistes mais également une marchandisation abjecte de toute vie sociale et personnelle, faisant par là preuve d'un totalitarisme plus subtile certes mais parfaitement monstrueux.

Contre notre propre Etat impérialiste, pour un parti mondial de la révolution socialiste, c'est-à-dire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Être internationaliste aujourd'hui dans l'Hexagone veut avant tout dire se poser en rupture par rapport à la France et à sa République entendus comme fiction communautaire qui prône la Liberté, l'Egalité, la Fraternité et la Laïcité pour mieux continuer à garantir sur le territoire national et dans l'arrière cour semi-coloniale les affaires de la bourgeoisie impérialiste et l'asservissement des peuples. Il est nécessaire de défendre très clairement l'orientation selon laquelle la classe ouvrière et les opprimé(e)s ont tout à gagner des coups portés contre l'impérialisme français à l'étranger, notamment sur le terrain militaire, et ce par delà les différences stratégiques que les révolutionnaires peuvent avoir avec les directions des forces de résistance, en Afghanistan ou au Liban par exemple. Tout coup porté contre la domination impérialiste ne peut que renforcer la position de ceux qui sur place luttent conséquemment pour le droit à l'autodétermination et favoriser ici le combat contre la bourgeoisie.

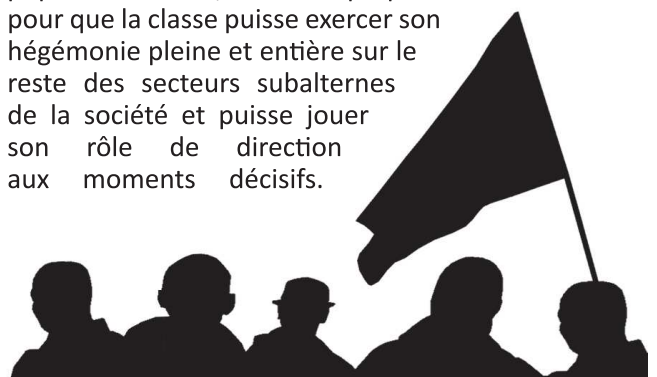
Sur un autre plan les révolutionnaires doivent savoir

s'opposer résolument à toutes les manœuvres de la bourgeoisie qui au nom de concepts généraux, notamment la laïcité, s'essaye (et réussit tendanciellement) à créer un fossé au sein des classes populaires, notamment en stigmatisant les travailleurs et leurs familles issus du monde arabo-musulman et qui forment, avec le prolétariat immigré ou d'origine immigrée, une des fractions les plus exploitées du salariat.

L'élargissement d'un tel programme implique la défense d'une perspective authentiquement révolutionnaire et internationaliste. Au moment où, sous l'impulsion du gouvernement nationaliste-bourgeois d'Hugo Chávez au Venezuela, les " nouvelles gauches radicales " européennes mais également latino-américaines adhèrent pleinement au projet d'une V^e Internationale aux contours politiques flous et au contenu interclassiste²⁸, il nous faut au contraire défendre la perspective de la reconstruction du parti mondial des exploité(e)s et des opprimé(e)s, la Quatrième Internationale.

Renouons avec le marxisme révolutionnaire, la seule arme pour aider à la recomposition du mouvement ouvrier et mondial !

Face à la nouvelle étape de la crise systémique, la nécessité de renouer avec la continuité du marxisme est une tâche inséparable de celle de la recomposition du mouvement ouvrier sur une base révolutionnaire. Seul un retour à la meilleure des traditions du mouvement ouvrier et à l'héritage que nous ont léguées ses grandes figures, à commencer par Lénine, Trotsky ou Luxemburg, peuvent nous donner les instruments théoriques, organisationnels et politiques pour affronter cette tâche avec toute l'audace et la créativité nécessaires. C'est de cette perspective qu'il nous faut partir afin d'être à même de construire l'expression politique de la poussée ouvrière et populaire à venir, en nous préparant pour que la classe puisse exercer son hégémonie pleine et entière sur le reste des secteurs subalternes de la société et puisse jouer son rôle de direction aux moments décisifs.



[28] Il est d'ailleurs inquiétant de constater qu'aucun secteur de la gauche du NPA ne se soit opposé aux déclarations scandaleuses de François Sabado en soutien à la proposition chaviste d'une V^e Internationale. Cela montre bien que la lutte pour une pratique internationaliste devra un élément central de la politique des révolutionnaires dans tout éventuel regroupement à gauche du parti.